

Quatrièmes Rencontres Internationales des Organisations Professionnelles de la Culture Madrid, 9-11 mai 2005

Intervention de Dominick Luquer
Secrétaire Général de la Fédération Internationale des Acteurs (FIA)

« Le défi de la mobilisation : ce que les organisations professionnelles de la culture doivent faire pour obtenir une Convention vraiment efficace »

Depuis une recherche sur la Toile quant à l'étymologie du mot « mobilisation », l'on peut déduire que ce dernier – couramment utilisé lors de grandes manifestations ou rassemblements – indique une unité de forces et d'aspirations. Se mobiliser, c'est en fait se sentir concerné par un problème et se disposer à faire ce qu'il faut pour le résoudre. C'est rassembler ses forces, se concentrer sur une action ou une série d'actions. Ainsi parle-t-on de mobilisation politique, lorsque des militants ou simplement des citoyens se retrouvent autour d'une nécessité, d'un combat, d'une action... Etre mobilisé, c'est d'ailleurs souvent être remonté : l'idée de combativité, l'idée de contrer quelque chose sont très présentes.

Le terme se comprend à partir d'un sens plus ancien qui est militaire : la mobilisation est la mise en action, le rassemblement des troupes, le rappel sous les drapeaux de tous ceux qui sont susceptibles de se battre. Ainsi, à l'aube des guerres, assiste-t-on à des mobilisations générales. Et à la fin des guerres, à des démobilisations... lorsqu'on rend les soldats à la vie civile.

Mais démobiliser a également une signification plus vague, symétrique du premier sens qu'on a évoqué: être démobilisé, c'est manquer de motivation, ne pas trop savoir quoi faire, n'avoir envie de rien faire par rapport à tel ou tel sujet....

Il me semble ainsi que le premier défi de toute organisation professionnelle oeuvrant pour la diversité des cultures est de lutter contre la démobilisation. Celui d'informer, de dévoiler l'urgence, de motiver et d'apporter un regard nouveau sur les changements qui entourent nos sociétés de façon graduelle, souvent imperceptible de l'intérieur. Pour que cela puisse se faire, il faut apprendre à lire les règles d'un monde parallèle qui s'intéresse aux diversités seulement dans la mesure où elles peuvent être source de richesse matérielle. Les règles élaborées lors des grandes négociations mondiales sont complexes car elles sont le fruit de compromis, de hautes voltiges diplomatiques et elles ne semblent pas être en relation directe avec la vie de tous les jours. Mobiliser implique donc avant tout d'investir ses forces et ses moyens pour déchiffrer ces codes afin de mieux les rendre compréhensibles par le grand public.

Mais mobiliser c'est aussi rechercher un rapport de force. Fédérer autour d'un projet. S'efforcer de se rassembler autour d'un minimum dénominateur commun, en laissant de côté les intérêts de cuisine. Ne pas nier la dimension commerciale du débat tout en recherchant une économie nouvelle et solidaire, qui n'impose pas les préoccupations des uns aux aspirations des autres.

Cela n'est pas simple : de nombreuses organisations/alliances/réseaux/coalitions engagées dans ce débat semblent garder encore d'importantes divergences quant à l'étendue et aux moyens de cette action – peut-être aussi quant à la définition de l'objet même de cette négociation. Une fine méfiance, perceptible par rapport au bien fondé des opinions des autres. Sans vouloir

rentrer dans une analyse des différentes opinions, je pense qu'il est essentiel que l'on profite de toute opportunité pour éclaircir le débat, pour poursuivre le dialogue avec l'autre et de s'en approcher avec un esprit ouvert. Pour rechercher un accord sur un noyau dur et développer, dans le peu de temps disponible, un maximum d'actions en commun. Nos organisations ont un rôle fondamental à jouer dans cette négociation. Avons-nous tout tenté pour rechercher un réel rapport de force ? A cette question, la FIA a répondu en engageant à son interne un patient débat qui nous permet – finalement après de nombreuses années – d'être ici aujourd'hui et de participer activement au débat. Les positions au sein de notre organisation n'étaient pas convergentes, notamment concernant l'étendue des mesures nationales susceptibles de bénéficier d'une protection aux termes du nouveau traité. Ce n'est qu'à travers le dialogue et la confiance mutuelle que suffisamment de préjugés ont pu être mis de côté et qu'une ligne commune a pu être établie à ce sujet. Parfois j'ai l'impression que chacun de nous suit son chemin, alors qu'on pourrait marcher ensemble. Sommes-nous sûrs d'entendre la diversité culturelle de la même façon ? Les éventuelles divergences entre organisations de la culture concernant l'objet même de cette importante négociation ne risquent-elles pas de fragiliser notre capacité d'influencer le processus décisionnel ? Est-il trop tard pour tenter de réconcilier les différents points de vue ?

Le temps presse. Nous avons suffisamment discuté de l'avancement des négociations au sein de l'UNESCO pour convenir que – à l'état actuel – cette convention risque de se traduire en un texte très modeste et faible. Le débat sur les articles fondamentaux de la future convention est loin d'être tranché, alors que l'évolution des négociations bilatérales suit son cours.

Force est de constater que l'attitude d'un nombre non négligeable de pays est de diluer le contenu du nouvel instrument – notamment en excluant son application aux biens et services de la culture - et de ralentir tout progrès tant que possible. L'on peut aussi légitimement douter de la réelle volonté de ces mêmes pays de ratifier la future convention et d'en être ainsi légalement contraints.

D'un certain point de vue, le rôle et l'importance même de l'UNESCO dans le contexte international dépendront de la formulation que l'on saura trouver à ces questions, ainsi que de la conclusion d'un nouvel instrument ayant une réelle force juridique et une étendue mondiale. Un traité régional sur la diversité culturelle, ratifié par une mosaïque hétéroclite de pays et rejeté par d'autres acteurs importants de la scène internationale - ces mêmes acteurs qui jouent un rôle de premier ordre dans le commerce de la planète – serait un résultat, à mon avis, gravement insuffisant. Il faudra donc faire preuve d'une grande diplomatie et de pragmatisme.

Par rapport à la troisième réunion du comité intergouvernemental d'experts – une réunion cruciale – il me semble que les organisations de la culture doivent être nombreuses et revendiquer une espace plus importante qu'il n'a été le cas jusqu'à présent. Les nombreuses restrictions qui nous ont été imposées auparavant me semblent être en contradiction avec l'objet et l'esprit de ces négociations.

Je pense aussi qu'il nous faut développer une concertation plus systématique afin de mieux cibler les questions fondamentales sur lesquelles il faudra insister. Il n'y a plus de place pour la rhétorique et nous devons maintenant travailler sur ce qu'il y a sur la table, en choisissant les éléments les plus importants. Les articles portant sur la promotion de la coopération internationale et sur la promotion du rôle de la culture dans le développement durable tels que reformulés par le groupe de travail informel méritent d'être renforcés et de sortir d'une formulation purement volontariste.

L'ancien article 13 (la consultation et la coopération internationale) mais surtout l'article concernant les relations avec les autres instruments internationaux, l'article 24 (résolution des différends) et l'article 4 (définitions) doivent absorber nos efforts afin que le nouveau traité trouve une place cohérente dans l'architecture juridique internationale et puisse véritablement servir la cause qui nous mobilise. Nous devrions exiger que le calendrier établi ne soit respecté que dans la mesure où un consensus peut se dégager en faveur d'un certain nombre de principes forts.

Je m'inquiète énormément – à la lumière du dernier document préparé par le Président du Comité Intergouvernemental d'Experts - de la suppression de toute référence explicite aux droits de propriété intellectuelle. Et, ceci, non pas au niveau de l'article 19 mais plutôt de l'article 7, sur les obligations de promotion de la diversité des expressions culturelles. Il faut faire très attention, car nous sommes en présence d'une vague croissante, une pression qui ne cesse de monter et qui vise – y compris dans d'autres forums comme à l'OMPI – à démanteler toute protection effective de la création par le droit d'auteur. Les véritables intentions de ce puissant mouvement rebaptisé (en anglais) *copy-left* se cachent derrière l'affirmation que le droit d'auteur – en limitant soit disant l'accès à la culture - est une tare, particulièrement dans les pays en voie de développement. Hors, un article paru il y a seulement quelques jours dans le monde fait état de la situation catastrophique de l'industrie culturelle en Afrique. Seul 2% des cassettes sonores commercialisés seraient d'origine légale, le reste étant piraté. De nombreuses boîtes de production n'ont d'autre choix que celui de fermer leurs activités. Sans une protection forte et une application rigoureuse des droits de propriété intellectuelle, les artistes-interprètes (tout comme d'autres travailleurs de la culture) ne pourraient tout simplement pas continuer à exercer leur métier dans la nouvelle ère numérique. Il est important que les organisations de la culture expriment une position forte à cet égard, y compris à l'UNESCO.

Je vais peut-être getter un pavé dans la mare mais je pense que si le traité n'inclut pas clairement les biens et services de la culture ; si il est subordonné à d'autres instruments et pas complémentaire à ces derniers ; s'il n'inclut aucune obligation des parties contractantes par apport aux pays en voie de développement et à la coopération internationale ; s'il n'inclut pas un moyen efficace pour régler les différends ; s'il ne peut être ratifié par l'ensemble ou la grande majorité des membres de l'UNESCO – c'est un échec. Pour la FIA se sera aussi un échec si les droits de propriété intellectuelle étaient laissé pour compte. C'est pour cela que je mentionnais tout à l'heure le besoin de rester pragmatiques : à un moment donné, il faudra être prêt à réagir - le cas échéant - de façon concertée face à une éventuelle frénésie visant à conclure la négociation à tout prix et dans les temps. Je ne veux pas paraître pessimiste, mais il est nécessaire de préparer un « plan B » à l'avance, une proposition visant à garder le processus en marche au sein de l'UNESCO, tout en permettant de gagner du temps pour développer un consensus sur un traité réellement percutant.

Il est vrai que si la négociation ne peut se conclure de façon satisfaisante dans les délais, l'avancée des conventions bilatérales est à craindre. Les organisations de la culture doivent ainsi rester vigilantes et concentrer leurs efforts sur les pays qui ont ouvert – ou qui sont en marge d'ouvrir – des négociations, afin qu'elles exigent un moratoire sur toute clause visant à étendre la libéralisation aux biens et services culturels – tant que les négociations au sein de l'UNESCO n'auront pas abouti. Même si la convention est approuvée et ratifiée, il faudra continuer à veiller aux engagements que nos pays continueront à prendre dans le cadre de l'OMC, dans des secteurs *a priori* culturellement neutres.

Il faudra garder aussi un œil attentif aux évolutions européennes est exiger que l'Union continue à jouer un rôle actif comme elle l'a fait jusqu'à présent et, cela, quel que soit le sort du projet de Constitution, y compris en cas de rejet.

Par rapport aux pays champions d'une conception marchande des biens et services culturels avant toute chose, je doute qu'à la réunion de mai à l'UNESCO l'on puisse assister à un changement d'attitude. Même si les négociations – comme nous l'espérons tous vivement – devaient progresser sur certains points, de nombreuses parenthèses entoureront toujours les mots clé, susceptibles de changer radicalement le sens et l'étendue du texte à la dernière minute. De ce fait, un grand travail de persuasion restera nécessaire en vue de la 33^{ème} session de la Conférence Générale de l'UNESCO, surtout au sein des grands meneurs de jeu. Les coalitions doivent s'élargir, transmettre le message, accéder aux médias et aux politiciens, établir des nouvelles alliances avec d'autres organisations – créer une véritable synergie. C'est peut-être là notre premier défi et je me demande si, à cet égard, nous ne devons pas inclure parmi nous le public et les consommateurs – ce n'est certainement pas une alliance facile mais ça vaut peut-être la peine d'y engager nos forces.
